



Programme des
Nations Unies pour
l'environnement



Distr.
Restreinte

UNEP/OzL.Pro/ExCom/35/17
1er novembre 2001

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Trente-cinquième réunion
Montréal, 5-7 décembre 2001

RAPPORTS PÉRIODIQUES: SUIVI DES DÉCISIONS 34/7 ET 34/9

1. Dans le cadre de l'examen des rapports périodiques des agences d'exécution lors de sa 34e réunion, le Comité exécutif a demandé au PNUE et à la Banque mondiale de fournir des informations additionnelles (Décision 34/7(e) et (i) et Décision 34/9 (c), (h) et (j)). Ce document résume les informations reçues par le Secrétariat du Fonds, conformément à ces décisions.

PNUE

2. La Décision 34/7 demandait au PNUE de fournir un exemplaire d'une brochure et un rapport d'étape sur la stratégie pour les pays insulaires du Pacifique (PIC), à la 35e réunion.

Brochure sur les données du Comité des choix techniques

3. Le Secrétariat a constaté des retards continuels dans l'achèvement des rapports, des documents et des traductions approuvés pour une mise en œuvre par le PNUE, dans le cadre de son examen du rapport périodique du PNUE. Le PNUE avait indiqué que ces documents seraient remis à la 34e réunion. Tous les documents ont été remis sauf la brochure sur le projet "Mise à jour d'une série de brochures techniques existantes pour inclure les données TOC 1994/95" (GLO/SEV/21/TAS/127) qui devait inclure des informations sur les données TOC 1998/99. Le Comité a demandé au PNUE de fournir ce document à la 35e réunion. Le Secrétariat n'a pas reçu d'exemplaire de la brochure.

Mise à jour sur la stratégie pour les pays insulaires du Pacifique (PIC)

4. En examinant le rapport périodique du PNUE, le Comité exécutif a pris note que le PNUE fera rapport sur l'état de la stratégie pour les PIC à la 35e réunion et si aucun progrès n'est signalé, le Comité pourra envisager d'autres mesures pour la mise en œuvre de ces activités.

5. Le PNUE a fourni une mise à jour sur l'état d'élaboration de la stratégie pour les pays insulaires du Pacifique dans son rapport sur les projets présentant des retards de mise en œuvre. Il a mentionné la tenue d'un atelier régional à Apia, Samoa, en avril 2001, pour convenir du calendrier d'achèvement de ce projet. Huit des dix pays ont préparé des ébauches de plans d'action nationaux de conformité, avec l'aide du Programme environnemental régional pour le Pacifique Sud (SPREP), du PNUE et du consultant régional. Quatre pays ont organisé des ateliers de consultation nationale pour discuter des ébauches de plans et jusqu'à présent, deux pays ont endossé leurs plans. La stratégie régionale sera élaborée et présentée à la 36e réunion, à la lumière des plans nationaux adoptés.

Banque mondiale

6. La décision 34/9 demandait à la Banque mondiale de résoudre les problèmes de données divergentes, de fournir un rapport d'étape mis à jour sur le projet de refroidisseurs en Thaïlande, incluant de nouvelles étapes, et de présenter les leçons à retenir des projets d'élimination nationale des CFC en Malaisie et en Thaïlande.

Données divergentes

7. Dans ses observations à la 34e réunion, le Secrétariat a signalé plusieurs données divergentes dans le rapport périodique de la Banque mondiale, notamment: l'élimination indirecte comptabilisée comme élimination, des dates d'achèvement proposées différentes de celles de l'inventaire des projets approuvés, des niveaux de financement approuvé différents de ceux de l'inventaire, l'absence de dates prévues d'achèvement de projet, des engagements prévus supérieurs aux soldes restants dans certains projets (UNEP/OzL.Pro/ExCom/34/14, para.2). La Banque a indiqué que la principale solution à ces problèmes passait par la création d'une nouvelle banque de données sur le Web et elle a entamé le processus de développement de cette banque de données.

8. La banque de données actuelle présentait plusieurs problèmes: le remplacement automatique des informations corrigées par les données initiales se produisait parfois par inadvertance; la plupart des éléments non modifiables entrés par la Banque, tels que les montants initiaux approuvés, se trouvaient modifiés par les intermédiaires financiers et leurs entrées étaient ensuite compilées dans le rapport périodique de la Banque. La nouvelle banque de données permettra à l'unité de coordination de la Banque de faire des corrections, tout en analysant automatiquement les données pour relever des erreurs logiques telles que des informations manquantes, des différences par rapport à l'inventaire et des engagements prévus supérieurs aux soldes restants. Le Secrétariat a remis à la Banque et à d'autres agences une série typique de données divergentes courantes que le nouveau système, par sa conception même, pourrait éliminer automatiquement.

9. La Banque a signalé aussi qu'après l'introduction de sa nouvelle banque de données, elle vérifierait ses données avec celles du Secrétariat afin de résoudre les problèmes restants. Dans le cadre de cette vérification, la Banque supprimera toute élimination indirecte sauf celle associée à l'approbation initiale du projet. La Banque ajoutera de nouveaux chiffres pour les frais de soutien, en établissant le prorata des frais administratifs approuvés jusqu'à la 17e réunion, conformément à la Décision 34/4 (f). Le nouveau système permettra aussi de suivre les projets annulés et les soldes remboursés ainsi que les soldes provenant de projets achevés et de la préparation de projets, réduisant ainsi les divergences potentielles dans les rapports correspondants.

Projet de refroidisseurs en Thaïlande

10. Dans ses observations sur le rapport périodique de la Banque mondiale présentées à la 34e réunion, le Secrétariat a signalé plusieurs problèmes dans le rapport sur les refroidisseurs en Thaïlande. Le projet a été approuvé en novembre 1998 mais les fonds équivalents associés, provenant du Fonds pour l'environnement mondial, n'ont pas été libérés avant 2001. Dans son rapport, la Banque a signalé qu'il n'y a eu aucun décaissement en 2000 et qu'elle ne prévoyait aucune dépense en 2001. La Banque a indiqué que le projet a connu des retards initiaux parce qu'elle avait dû mettre en place de nouvelles modalités de prêt pour le projet et à cause du changement d'agence d'exécution, en effet la "Industrial Finance Corporation of Thailand" et le ministère des Travaux industriels ont remplacé le bénéficiaire qui, au départ, était l'agence d'exécution.

11. Une condition d'approbation exigeait le remboursement des fonds à la fin du projet ou à l'issue de la cinquième année du programme. Le Secrétariat a indiqué dans ses observations que puisque les décaissements ne débuteraient pas à la date prévue, le retard dans la mise en œuvre du projet pourrait entraver la capacité du projet de générer suffisamment d'économies pour couvrir le montant de 2,5 millions de \$US approuvé pour le projet dans la cinquième année du programme. Les conditions d'approbation du projet exigeaient aussi que la Banque garantisse une mise en œuvre rapide du projet et définisse les montants à rembourser, en cas d'échec du projet. Par ailleurs, des retards additionnels se sont accumulés depuis la présentation des nouvelles étapes à la 31e réunion et de nouvelles étapes seraient requises.

12. Le rapport de mise à jour de la Banque mondiale sur le projet de refroidisseurs en Thaïlande figure à l'Annexe I de ce document. La Banque a indiqué que les documents légaux n'étaient pas encore signés mais qu'elle s'attendait à la signature d'ici la fin octobre 2001. Il faudrait ensuite obtenir un avis juridique du Conseil d'état thaïlandais avant que les ententes légales n'entrent en vigueur. De nombreuses sous-ententes sont prêtes pour la mise en œuvre, une fois que les ententes légales seront en vigueur et trois entreprises possédant des refroidisseurs se sont qualifiées jusqu'à présent. Il faudra mener des études techniques et financières pour 43 autres propriétaires de refroidisseurs qui ont fait part de leur intérêt pour le programme et des études techniques sont en cours pour 8 autres propriétaires de refroidisseurs. Le Gouvernement de la Thaïlande envisage la mise sur pied d'un fonds tournant de 30 millions de \$ US pour financer le remplacement de 400 autres refroidisseurs.

13. La Banque a fourni une nouvelle série d'étapes pour le projet: premier décaissement prévu en décembre 2002 et décaissement final en juin 2003. La date d'échéance du prêt correspond à la date à laquelle le prêt devra être remboursé, ce qui est prévu en janvier 2007. La Banque a signalé que le remboursement du prêt aurait lieu en 2007 au cas où le gouvernement déciderait de ne pas aller de l'avant pour le programme de remplacement des refroidisseurs de plus grande taille mais elle n'a pas indiqué la date du remboursement, si le gouvernement décide d'aller de l'avant. La Banque a mentionné aussi que la date d'échéance du prêt ne serait plus affectée après l'entrée en vigueur de l'entente.

14. Dans la section sur les leçons à retenir, la Banque mentionne les difficultés à obtenir une garantie de prêt puisque la Thaïlande a décidé en 1999 de n'accorder aucune nouvelle garantie aux entreprises étatiques. La Banque a suggéré que le Comité exécutif pourrait envisager des mesures de protection particulières à la place de celles exigées pour les prêts commerciaux ordinaires pour de futurs projets de prêt - la Banque a utilisé des mesures de protection de prêt commercial pour le projet thaïlandais. La Banque a signalé également qu'il pourrait s'avérer nécessaire de développer la capacité technique de l'agence d'exécution puisqu'une telle formation a été requise pour les agences d'exécution actuelles. Elle a constaté que les ateliers de formation ont déjà donné des résultats puisque certains propriétaires ont procédé, d'eux-mêmes, à la conversion tandis que d'autres ont amélioré l'efficacité de leurs refroidisseurs existants.

Projets d'élimination nationale des CFC pour la Malaisie et la Thaïlande

15. Constatant que la Banque présenterait des projets d'élimination nationale des CFC pour la Malaisie et la Thaïlande à la 35e réunion, le Comité a pris note de l'offre de la Banque de faire rapport de l'expérience qu'elle a acquise, dans l'intérêt général. Les projets d'élimination

nationale des CFC ont été présentés à la 35e réunion. La Banque prévoit faire un exposé à ce sujet lors de la réunion.

Annex I**Update Report****Thailand Chiller Replacement Project****Introduction**

1. This update report was prepared in response to Decision 34/9 (h) of the Executive Committee (ExCom). The objective of the report is to update the ExCom on the lessons learned and new project milestones, including the maturity date (the refund date), for the chiller replacement project for Thailand (THA/REF/26/INV/104).

Background

2. The main objective of the Thai Chiller Replacement Project is to assist the Government of Thailand to reduce CFC consumption in the chiller sector. The Government's strategy is two fold: one is to replace one-third of the existing CFC centrifugal chillers with more energy efficient non-CFC chillers; another is to promote better refrigerant containment through technical capacity building in proper refrigerant management. Prior to launching a large-scale chiller replacement program, the Department of Industrial Works (DIW), which is the executing agency for the implementation of the Montreal Protocol, realizes that a smaller-scale pilot project should be undertaken in order to remove main barriers to adoption of new, efficient non-CFC chillers.

3. Since replacement of existing CFC chillers with more energy efficient non-CFC chillers also renders benefits to the global efforts in reducing carbon emissions to the atmosphere, the Thai Chiller Replacement Project is jointly financed by the Multilateral Fund and Global Environment Facility.

4. The Thai Chiller Replacement Project was approved as part of the World Bank GEF Work Program in October 1998 with a funding allocation of US \$2.5 million. An additional funding of US \$2.475 million from the Multilateral Fund was approved in November 1998.

5. Immediately after the approvals of the GEF Council and the ExCom, the Department of Industrial Works of the Ministry of Industry, the Ministry of Science, Technology and Environment, the local executing agency for the chiller replacement project, and the World Bank, began exploring measures to safeguard the resources of the MLF and ensure expeditious implementation of this project as decided by the ExCom (Dec. 26/34). Because of the nature of the financial assistance for this project, which is different from the previous MLF projects, a new legal agreement, a loan agreement, with appropriate terms and conditions for the return of the funds to the MLF, had to be developed. This also applies to the funding provided by GEF.

6. Due to both internal and external factors, the process of preparing the terms and conditions for the loan agreements for this project took longer to complete than expected. The objective of this report is to inform the ExCom of these challenges which were experienced during the start-up of this project, and to provide the ExCom with an update on what this project has already achieved despite the fact that no funds have yet been disbursed.

Project Status

7. The Government of Thailand and the World Bank have completed the detailed appraisal of this project. The appraisal process includes assessment of beneficiary's ability to repay the loans, development of detailed procedures for selecting chillers that qualify for assistance from this project, and terms and conditions for loan repayment. The project appraisal document describes in detail the implementation procedures and criteria to safeguard the funds from the Multilateral Fund and GEF. The project appraisal document was approved by Bank management and endorsed by the GEF Chief Executive Officer.

8. The World Bank has already completed the loan agreement negotiation process with the Ministry of Finance of Thailand. Loan agreements for both GEF and MLF funding, including guarantee agreements (as a measure to safeguard resources of the Multilateral Fund, Dec. 26/34) were already approved by the Thai Cabinet. These legal documents are ready for formal signing by the designated representatives of the Thai Government and the World Bank. Both parties expect to sign the legal documents for the GEF and MLF loans and guarantees by the end of October 2001.

9. Before loan agreements become effective, a legal opinion from the Thai Council of State must be provided to the Bank. It is expected that the legal opinion will be available within two months after the Thai Government and the World Bank sign the legal documents. Once the loan agreements become effective, sub-loan agreements between the executing agency and chiller owners will be signed.

10. As of September 26, 2001, sub-loan agreements to replace five CFC chillers are ready for signing. A technical review (on-site measurement of energy consumption) to ensure that these CFC chillers meet all the technical criteria of the project and a financial review to assess chiller owners' capacity to service MLF and GEF loans, are completed. The local executing agency and industry have mutually agreed to the detailed procedures for measurement of energy consumption. These procedures are included as part of the operation manual for this project which has already been completed. These sub-loan agreements will be signed once the loan agreements become effective.

11. These are additional CFC chillers whose technical reviews have also been completed. Based on these technical reviews, three CFC chillers have qualified for replacement under this project. At present, financial appraisals are being done to ensure that owners of these units have the capacity to service their loans. There are an additional

eight CFC chillers in the process of technical reviews, and an additional 43 CFC chillers whose owners have already expressed interest in the project.

12. In response to Decision 26/34 (b) of the ExCom regarding exclusion of losses related to technology risk, the Department of Industrial Works, the Bank and key stakeholders (i.e., chiller owners and suppliers), have mutually agreed on terms and conditions for technical shortfalls. A verification system is included in the operation manual for this project.

13. The Ministry of Industry made a recommendation to the National Committee on Energy Policy chaired by the Prime Minister, that chiller replacement should be included as one of the main activities to be financed by the Thailand Energy Conservation and Promotion Fund and US \$30 million would be required for setting up a revolving fund to finance replacement of an additional 400 chillers. The National Committee on Energy Policy approved these recommendations in principle and advised that initial funds to carry out monitoring and an independent evaluation of the Thai Chiller Replacement Project financed by the MLF/GEF, be provided by the Energy Conservation and Promotion Fund. Initial funds of approximately US \$225,000 were approved and a memorandum of agreement between the National Energy Policy Office under the Prime Minister's Office, and the Department of Industrial Works of the Ministry of Industry was signed on September 28, 2001.

Revised Project Milestones

14. The revised schedule for key project milestones is as follows:

(a) Milestone	(b) Month
Loan agreement signing	October 2001
All sub-loan agreement signed	March 2002
Bids prepared and requested	March 2002
Contract awarded	May 2002
Equipment delivered	December 2002
Installation started	December 2002
Commissioning and trial runs	December 2002
Full operation	January 2002
First disbursement	December 2002
Final disbursement	June 2003
Submission of project completion report	December 2003
Loan repayment*	January 2007

* In the event the Government decides not to proceed with a larger scale chiller replacement program.

Lessons Learned

15. This project is the first project under the MLF that employs joint financing between the two funding mechanisms (MLF and GEF). The two funding mechanisms have different operational procedures. Therefore, the time it took to meet the different requirements of the two funding mechanisms was longer.

16. Our short experience with concessional loans, which require a new delivery instrument, shows that setting up such an instrument is quite resource consuming from both the standpoint of Bank operational procedures and country institutional capacity. The existing arrangements between the Bank and the MLF, and between the Bank and its financial intermediary, are based on a grant trust fund where there is no reflow of funds. With the concessional loan approach, however, a system must be set up to monitor the reflow.

17. As the MLF resources for this project are provided on a loan basis, a loan guarantee from the Government is required to safeguard funds for the MLF. Because of this loan guarantee requirement, only a few institutions in the country can undertake this project. While the project was originally designed to have the Electricity Generating Authority of Thailand (EGAT), a state-owned enterprise, act as a beneficiary, the Government of Thailand decided in 1999, as one of the economic measures taken in response to the 1997 financial crisis, not to provide new loan guarantees to any state-owned enterprises. To secure a loan guarantee from the Thai Government, the Industrial Finance Corporation of Thailand (IFCT), which is a public company, with the Ministry of Finance as a major shareholder, was selected as an executing agency for this project. For future projects, the ExCom may wish to consider whether it should prescribe specific safeguard measures that are less stringent than those for a normal commercial loan.

18. Since the project was originally designed to have EGAT act as an executing agency, the project design relied heavily on EGAT's existing technical capacity which it accumulated from its GEF-funded, demand-side management project. Thus, no financial provision in a form of grant for strengthening technical capacity of the executing agency was included in the original project design. With IFCT as an executing agency for this project, IFCT and DIW acknowledged the need to use local resources to support the strengthening of IFCT's technical capacity. For future projects, a grant component for building the technical capacity of the executing agency should be built into the project.

19. The participatory approach employed by this project has proven to be critically important for securing buy-in from all stakeholders. Performance criteria and provisions for reduction of the loan repayment in case new non-CFC chillers do not meet the agreed performance criteria were agreed upon with full participation of chiller owners, chiller suppliers, IFCT, and relevant government agencies. As a result of this process, the Government agreed that chiller replacement should be one of the major components of its national energy conservation policy. This is evident by the additional funding it will provide to carry out an independent evaluation and monitoring of this project.

20. The potential win-win outcome demonstrated by this project has led the management of IFCT to establish a new Vice President office dedicated to promotion and management of environmental-related projects.

21. Through a series of workshops organize by DIW and IFCT, chiller owners have been informed about potential savings through replacement of old CFC chillers with new energy efficient non-CFC chillers, and through proper maintenance of their chiller systems. Some chiller owners have decided to replace chillers on their own. Some have required their own in-house service teams to undertake proper maintenance of their chillers and chilled water systems, including minimizing leaks. Because of this action, performance of existing CFC chillers has improved significantly. Some of these chillers no longer qualify for replacement under this project as they are already efficient.

22. Due to the nature of the pilot project, it is anticipated that during implementation, additional technical challenges may be uncovered. Experiences and lessons that may be learned from these additional challenges will then be used to improve the agreed performance criteria already established by this project and could be applied to future projects. In any event, the maturity date for this loan will not be affected once the loan agreement becomes effective.
